

les Hauts-de-Seine
la **vallée de la culture**

SAISON 2018-2019

Département des Hauts-de-Seine • Pôle communication • Juin 2018 • HC • Une scène de formation 11 novembre 1918, Angèle Dessosse, 1918, Châteaux de la Contemporaine

EXPOSITION
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
DES HAUTS-DE-SEINE

1918

Entre guerre et paix

16 SEPT. 2018 - 15 FÉV. 2019

 **hauts-de-seine**
LE DÉPARTEMENT



archives.hauts-de-seine.fr

BIBLIOTHÈQUE ARCHIVES
LA CONTEMPORAINE
MUSÉE DES MONDES CONTEMPORAINS

« 1918, entre guerre et paix »

Cent ans après, les Archives départementales commémorent l'armistice et le retour à la paix.

Loin de la ligne de front, le territoire qui n'est pas encore celui des Hauts-de-Seine est cependant profondément transformé par la Grande Guerre. Sa population civile est touchée par les différents rationnements, participe à l'effort de guerre tout comme ses industries, tandis que certaines de ses villes restent associées à la signature de traités de paix.

En attendant leur future installation dans la caserne Sully à Saint-Cloud, en activité pendant la Grande Guerre, les Archives présentent des documents d'époque issus de leurs fonds, affiches, coupures de presse, photographies, mais aussi venues d'institutions partenaires, à commencer par le Musée départemental Albert-Kahn qui prête pour l'occasion des extraits de films des Archives de la Planète. À l'époque, les opérateurs d'Albert Kahn immortalisent les événements marquants comme les scènes du quotidien dans la capitale et ses alentours. Grâce à eux, le visiteur d'aujourd'hui entre de plain-pied dans cette époque troublée. Il pénètre à l'intérieur des usines Renault en 1917, voit la manière dont les monuments parisiens sont protégés des bombardements pendant le conflit, observe des exercices militaires ou des files d'attente devant les magasins. Des scènes de liesse jusqu'à l'inauguration du cimetière américain de Suresnes par le président Wilson en 1919, de précieux reportages prolongent le témoignage historique des archives. Un bel exemple de complémentarité des collections, emblématique de la vallée de la culture des Hauts-de-Seine.

Les Hauts-de-Seine, un Département utile.

Patrick Devedjian
Président du Département
des Hauts-de-Seine

Exposition réalisée grâce à des prêts de La Contemporaine, de l'Assemblée nationale et du musée d'histoire locale de Rueil-Malmaison.



CE PICTO SIGNALA LES EXTRAITS DE FILMS DES ARCHIVES DE LA PLANÈTE ISSUES DES COLLECTIONS DU MUSÉE DÉPARTEMENTAL ALBERT KAHN À BOULOGNE-BILLANCOURT.



Une du *Petit Journal* relative au rattachement de l'Alsace à La France, 15 décembre 1918. 134PEG/2/2

Le 11 novembre 1918

11 novembre 1918, 11h du matin : l'armistice, signé le jour même à 5h40, entre en vigueur.

C'est une onde de choc. Dans les pays alliés, des foules innombrables manifestent leur joie. On célèbre la fin d'un conflit qui a trop longtemps duré, et pour les Français, une victoire qui signifie le retour de l'Alsace et de la Lorraine. À la Chambre des députés puis au Sénat, après la lecture de l'armistice, le président du Conseil Georges Clemenceau prononce : « Salut à l'Alsace et à la Lorraine enfin retrouvées. »

Cette cessation des combats (à l'origine signée pour 36 jours) est le fruit d'un long processus entamé dès le 5 octobre 1918, par le nouveau chancelier Max de Bade : il adresse une note à Wilson, via la Suisse, lui demandant de « prendre en main le rétablissement de la paix ». En effet, une vaste contre-offensive alliée fait craindre à l'état-major allemand un envahissement du territoire. Les échanges de notes se multiplient, mais l'effondrement de l'armée allemande n'a pas lieu, Ludendorff envisage finalement de tenir jusqu'au printemps, puis de reprendre l'offensive.

Mais cette stratégie de résistance à outrance se heurte à l'effondrement des alliés de

l'Allemagne : la Bulgarie signe un armistice le 29 septembre 1918, le nouveau gouvernement turc le 30 octobre 1918, l'Autriche-Hongrie avec l'Italie le 3 novembre 1918.

Lors de la première semaine de novembre, la situation se dégrade à nouveau pour l'Allemagne. Une nouvelle offensive alliée oblige à un recul sur la ligne Anvers-Meuse. Le 7 novembre, une commission d'armistice, composée de quatre parlementaires et dirigée par un civil, se présente devant les troupes françaises et est finalement conduite dans la clairière de Rethondes, dans le train du maréchal Foch où les discussions commencent le lendemain. Mais le 9 novembre, on apprend que Guillaume II a abdiqué et qu'un nouveau chancelier a été nommé. Il s'agit alors pour les Alliés de s'assurer que le nouveau gouvernement allemand exécutera bien les conditions d'armistice. Un délégué repart vers l'Allemagne, les Alliés prévoient une offensive pour le 14 novembre en Lorraine.

L'armistice est finalement signé le 11 novembre 1918. Il comporte des conditions bien plus dures qu'un simple armistice, il s'agit d'une réelle capitulation car elle vise à mettre l'Allemagne hors d'état de reprendre le combat.



Les bombardements et la défense passive

©CD92/Vincent Lefebvre



Maison détruite à Vanves lors du bombardement du 5 août 1918.

Pour Paris et sa banlieue, de 1915 à 1918, le danger est venu du ciel. Concernant le territoire des Hauts-de-Seine, les premiers bombardements ont lieu dès la nuit du 21 au 22 mars 1915, lorsque des zeppelins lâchent plusieurs bombes notamment sur Levallois-Perret et Asnières, faisant quelques blessés et dégâts matériels.

L'année 1918 est celle de tous les dangers : les raids d'avions se multiplient, ayant pour conséquence la mise en place de consignes de sécurité strictes placardées sur les murs dans toutes les communes. La dernière bombe lancée par un avion sur une commune des Hauts-de-Seine explose le 16 septembre 1918.

Dans le même temps, de mars à septembre 1918, des canons distants de 120 kilomètres, bombardent la capitale. Paris et sa banlieue sont frappées par 320 projectiles tout au long des 44 jours de bombardements, causant la mort de 256 personnes et en blessant 625. Les communes des Hauts-de-Seine ont été touchées à 35 reprises, on déplore 5 morts (2 à Malakoff le 11 avril 1918, 1 à Fontenay-aux-Roses le 27 mai 1918, 2 à Vanves le 5 août 1918) et une vingtaine de blessés.

Il s'agit d'un tournant dans la manière de mener les guerres et dans la perception qu'en ont les populations civiles : même loin du front, elles ne sont plus en sécurité.



DÉFENSE PASSIVE DES MONUMENTS PARISIENS EN 1918.



Affiche organisant la défense passive à Courbevoie, 1918. DR7/254/23

©CD92/Vincent Lefebvre

Le rationnement

Le principe de rationnement est assez tardif. Néanmoins, certains objets ou outils de la vie courante ont été réquisitionnés dès 1914.

Toute la population est invitée à participer, femmes et enfants compris, à un effort de guerre, qui implique par exemple de veiller à une bonne gestion des ressources (alimentation, énergie), comme en témoignent de nombreuses affiches. La question du ravitaillement apparaît en effet essentielle dès le début de la guerre. Le rationnement de certaines denrées est de mise mais les premières cartes d'alimentation ne seront instaurées qu'en 1918.



Carte de fumeur, 1918. 1J996

©CD92/Vincent Lefebvre



FILE D'ATTENTE POUR LES POMMES DE TERRE ET LE VIN DEVANT UNE ÉPICERIE FÉLIX POTIN DE PARIS, 1918.



Affiche produite par des écoliers invitant à économiser le tabac, 1917. 23F10

©CD92/Vincent Lefebvre

Hôpitaux militaires

De 1914 à 1918, plus de 80 hôpitaux militaires sont ouverts dans les communes des Hauts-de-Seine, le plus souvent dans des bâtiments publics réquisitionnés ou des bâtiments privés mis à disposition. Ces hôpitaux sont de trois types :

- > les hôpitaux annexes (ou complémentaires) des hôpitaux militaires de Paris et Versailles, comme le lycée Michelet de Vanves ou l'école Saint-Nicolas d'Issy-les-Moulineaux (annexes de l'hôpital Larray de Versailles) ;
- > les hôpitaux auxiliaires, dont le fonctionnement

est délégué à des sociétés d'assistance de la Croix-Rouge, comme la Société de secours aux blessés militaires (SSBM), l'association des Dames françaises (ADF) et l'Union des Femmes de France (UFF) ;

- > les hôpitaux bénévoles : dus à de nombreuses initiatives privées, ces établissements sont alors gérés par des associations ou des œuvres charitables. C'est le cas de l'ambulance américaine de Neuilly (financée par les Américains établis en France) et de l'hôpital canadien de Saint-Cloud.

Les établissements militaires

Au-delà des usines qui participent à l'effort de guerre, l'armée dispose d'établissements sur le territoire des Hauts-de-Seine. Certains sont anciens, et existaient avant le conflit, comme la caserne Sully à Saint-Cloud, construite en 1827 et utilisée depuis 1832 pour le casernement des troupes. En 1914, le 101^e régiment d'infanterie qui y est caserné part au front dès le 7 août. La caserne est alors affectée comme dépôt au 62^e régiment d'artillerie de campagne.

De son côté, Puteaux abrite depuis 1866 la Fabrique de matériels destinés aux établissements militaires, qui devient propriété de l'État en 1875. L'Arsenal de Puteaux met au point de nombreux équipements militaires, dont le fameux canon de 75 utilisé par l'armée française et les armées alliées de 1914 à 1918.

La guerre a également nécessité la création de nouveaux services de l'armée. Il en va ainsi du dépôt de matériel automobile et de personnel (DMAP), installé à Boulogne, au 149 rue de Silly, qui s'occupe de l'entretien des automobiles et camions ainsi que de la formation des conducteurs.

À Vanves, ce sont plusieurs millions d'uniformes militaires qui sont stockés dans le magasin général de l'habillement et du harnachement, rue Larmeroux.

Les forêts des Hauts-de-Seine servent de terrain d'entraînement, comme le bois de Saint-Cucufa à Rueil, pour tester divers engins, ou la forêt de Meudon pour la mise au point des chars d'assaut français, notamment le char Renault.



Soldats du DMAP photographiés devant le Pont de Saint-Cloud. Collection particulière, 1916.



ÉCOLE DES CHAUFFEURS DE CAMION-TRACTEURS (DMAP) À BOULOGNE, 1917. EXERCICE DU CANON DANS LE PARC DE SAINT-CLOUD, 1917

Les usines de guerre

Dès la fin de l'année 1914, il devient évident que le conflit sera long et nécessitera un effort primordial de l'industrie.

Comme partout en France, les usines présentes sur le territoire des Hauts-de-Seine deviennent autant d'usines de guerre.

Ainsi, au-delà des entreprises produisant des munitions (Gevelot à Issy-les-Moulineaux et Meudon) déjà présentes, le dense tissu industriel est mis à profit pour l'effort de guerre, notamment les nombreuses usines de cycles, d'automobiles ou d'avions.

La quasi-totalité de ces usines sont reconverties : l'usine automobile Darracq (Suresnes) fabrique des obus, tandis que Renault (Boulogne) met au point le premier char d'assaut

français. Les fabricants d'avions sont évidemment mis à contribution : Caudron, Voisin et Nieuport à Issy-les-Moulineaux, Salmson et Farman à Boulogne, Blériot à Suresnes.

L'effort de guerre de l'industrie implique l'utilisation d'une main-d'œuvre abondante : les usines Renault emploient plus de 22 000 personnes (contre 3 000 avant le début de la guerre), tandis que plus de 27 000 ouvriers travaillent dans les usines d'aviation des communes des Hauts-de-Seine.

L'accueil de la main-d'œuvre féminine est indispensable pour répondre aux commandes : les femmes représentent un quart des effectifs des usines d'aviation. Les femmes, qui fabriquent essentiellement des munitions, sont surnommées « munitionnettes ».



©CD92/Vincent Lefebvre



Affiche de propagande « Le laboratoire, l'usine, la guerre ». 1918. 23F1305



MUNITIONNETTES DANS LES USINES RENAULT, 1917.

Les traités de paix



©CD92/Vincent Lefebvre

Signature du Traité de Paix dans la galerie des glaces à Versailles, 28 juin 1919. 397PEG118

La guerre terminée, il faut organiser les modalités de la paix. Le traité de Versailles, entre les Alliés et l'Allemagne, est signé dans la galerie des glaces du château, le 28 juin 1919. S'ensuivent quatre autres traités qui concernent les alliés de l'Allemagne dont ceux de Trianon et de Saint-Germain-en-Laye qui fixent les conditions de la paix avec l'Autriche-Hongrie.

Les deux derniers traités sont ratifiés dans les Hauts-de-Seine. Le 27 novembre 1919 est

en effet paraphé, à l'hôtel de ville de Neuilly-sur-Seine, le traité concernant la redéfinition des frontières de la Bulgarie, entrée en guerre au côté de l'Allemagne en 1915. Enfin, la manufacture de Sèvres est le théâtre de la signature, le 10 août 1920, du traité relatif à l'Empire ottoman qui perd certains territoires (Palestine, Irak, Arabie, Syrie, Liban), placés sous mandats britannique ou français. Le vieil Empire ottoman, créé en 1299, disparaît définitivement en 1923.



- ▶ REPORTAGE SUR LA SIGNATURE DU TRAITÉ DE VERSAILLES, 1919.
- ▶ SIGNATURE DU TRAITÉ DE NEUILLY AVEC LES BULGARES, 1919.

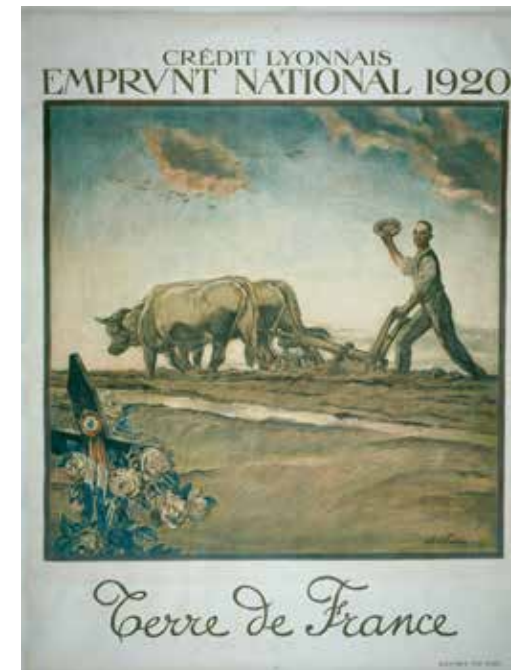
L'emprunt de la reconstruction

La guerre est longue et coûteuse, les dépenses militaires colossales. Pour répondre à ce besoin permanent d'argent, le gouvernement français trouve plusieurs solutions, dont l'emprunt : quatre grands emprunts, dits de la Défense nationale, sont lancés auprès de la population, en novembre 1915, puis en octobre 1916, 1917 et 1918. Ce dernier, lancé alors que la victoire était certaine, a été baptisé « emprunt de la libération ».

Afin de persuader la population d'y contribuer, de nombreuses affiches au caractère patriotique affirmé sont imprimées et placardées.

Après la fin du conflit, s'il est entendu que l'Allemagne doit payer, il faut néanmoins des ressources pour relever le pays. C'est ainsi qu'en 1920 est lancé un nouvel emprunt dit de la paix.

Par ailleurs, afin d'aider à la reconstruction des communes détruites pendant les combats, des municipalités de l'arrière « adoptent » des villes sinistrées et organisent des envois de produits de première nécessité, ou organisent des souscriptions. Ainsi, Neuilly-sur-Seine adopte les communes de Longpont et Corcy, tandis que Levallois aide Crépy-en-Valois.



©CD92/Vincent Lefebvre

Affiche pour l'emprunt de 1920. 24Fi2



- ▶ AFFICHES DES EMPRUNTS PLACARDÉES DANS PARIS, 1918.

Le cimetière américain

Le 30 mai 1919, le président des États-Unis Woodrow Wilson inaugure le cimetière américain de Suresnes. La ville a répondu à l'appel de l'armée américaine, qui recherchait un terrain pour édifier un cimetière dans la banlieue parisienne. 1 541 soldats américains y reposent. Nombre d'entre eux sont des soldats morts des suites de leurs blessures dans les hôpitaux parisiens ou victimes de l'épidémie de grippe espagnole.



©CD92/Vincent Lefebvre

Inauguration du cimetière américain de Suresnes, le 30 mai 1919. 397PEG118



Le PRÉSIDENT WILSON AU CIMETIÈRE AMÉRICAIN, 1919.

Les monuments aux morts

Si la plupart des corps des 1,4 million de soldats français reposent dans des cimetières militaires près des champs de bataille, la quasi-totalité des villes et villages de France décide néanmoins d'honorer la mémoire des enfants de leur cité qui ont perdu la vie. Ainsi, dès la fin des hostilités, un vaste mouvement de mémoire et de deuil conduit à la construction de monuments aux morts, où sont gravés les noms des héros morts pour la patrie.

Dans chaque commune, une souscription est ouverte auprès des habitants pour participer aux frais d'érection du monument. Dans les communes des Hauts-de-Seine, comme partout en France, la plupart des monuments sont inaugurés dans les années 1920 : en 1920 à Clichy, 1921 à Chaville et Vaucresson, 1922 à Bagneux, Montrouge et Fontenay-aux-Roses, 1923 à Antony, Colombes, Courbevoie et Rueil, en 1927 à Châtillon et Levallois-Perret...



©CD92/Vincent Lefebvre

Photographie de la maquette du monument aux morts de Montrouge. 1921. D03/146/1



INAUGURATION DU MONUMENT AUX MORTS DE MONTRouGE, 1922.

Les anciens combattants

Dès le début de la guerre, se pose la question de la manière d'honorer les combattants de ce conflit hors normes. Le principe jusque-là existant, des citations à l'ordre du jour des régiments, ne peut plus être satisfaisant. Une décoration, la Croix de guerre, est donc créée en 1915, à l'initiative du député Georges Bonnefous. En 1922, ce sera au tour de la médaille interalliée de la victoire, médaille internationale délivrée à tout soldat allié.

Mais le retour à la vie civile des soldats, blessés ou démobilisés, pose aussi des problèmes d'une nouvelle ampleur.

Les premières associations de combattants naissent pendant le conflit, face à la mauvaise gestion par l'autorité militaire des blessés inaptes à revenir au feu. La première association est fondée en août 1915, quelques jours

après l'installation d'un sous-secrétariat d'État au Service de santé. Les associations de mutilés se multiplient alors partout en France et se structurent en fédérations.

Parmi ces mutilés, on compte plusieurs milliers de « gueules cassées », terme désignant des soldats affectés par des séquelles physiques graves, notamment au visage. L'Union des blessés de la face et de la tête est créée le 21 juin 1921. Grâce à une souscription et à une tombola, elle ouvre une Maison des Gueules cassées à Moussy-le-Vieux (Seine-et-Marne) en 1927.

Avec la fin de la guerre, plus de 6 millions d'hommes démobilisés reviennent non sans mal à la vie civile. L'Union nationale des Combattants (UNC) naît en décembre 1921. Elle compte 317 000 adhérents en 1921.



Statuts de l'association des anciens combattants de Rueil-Malmaison. 1920. 1304W63



Médaille interalliée. 1922. collection particulière



GALA DES « GUEULES CASSÉES » AU STADE VÉLODROME BUFFALO À MONTROUGE, 1926.

Les célébrations de la victoire

En 1919, le premier anniversaire de l'armistice est peu célébré. Une messe a lieu aux Invalides, en présence du Maréchal Foch.

Des célébrations fastueuses avaient précédé, le 14 juillet 1919, avec le défilé de la Victoire, rassemblant des mutilés, les troupes alliées et enfin les troupes françaises. Un cénotaphe édifié sous l'Arc de Triomphe avait reçu, dans la nuit du 13 au 14 juillet, l'hommage du peuple aux morts pour la patrie.

En 1920, il est prévu de célébrer le cinquantenaire de la République notamment avec le transfert au Panthéon du cœur d'un des pères de la République, Léon Gambetta. La date retenue est celle du 11 novembre, afin d'associer à ces célébrations la mémoire

des anciens combattants. Le 11 novembre est d'ailleurs déclaré férié.

Mais à quelques jours de cette célébration, un article de presse souligne que les Britanniques vont déposer à Westminster le corps d'un soldat inconnu, symbolisant le martyr des combattants. Très rapidement, l'opinion publique réclame que le gouvernement français fasse de même.

Un projet de loi est déposé dans l'urgence et est discuté le 8 novembre 1920. Il est décidé d'associer la cérémonie du transfert du corps du soldat inconnu à celle du cinquantenaire de la République et à la translation du cœur de Gambetta.

Dans la mémoire collective, ce 11 novembre 1920 reste le jour du transfert sous l'Arc de Triomphe du corps du soldat inconnu.



Le défilé de la victoire, le 14 juillet 1919. 397PEG118



- DÉFILÉ DE LA VICTOIRE LE 14 JUILLET 1919.
- CÉRÉMONIE DU TRANSFERT DU CŒUR DE GAMBETTA AU PANTHÉON ET DU CORPS DU SOLDAT INCONNU À L'ARC DE TRIOMPHE, 1920.
- DÉFILÉ DU DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ARMISTICE, LE 11 NOVEMBRE 1928.

Archives départementales des Hauts-de-Seine

● Adresse

137, avenue Joliot-Curie - 92000 Nanterre

Entrée piétons allée des Bizis

Renseignements : 01 41 37 11 02 • archivesdepartementales@hauts-de-seine.fr

Contact pour les personnes en situation de handicap : Tél. : 01 41 37 13 08



 /Archives.hautsdeseine

 @Adhautsdeseine

 /archiveshautsdeseine

● Horaires d'ouverture

Exposition

Du lundi au vendredi de 9h à 18h

Salle de lecture

Lundi de 13h à 17h

Du mardi au jeudi de 9h à 17h et le vendredi de 9h à 13h